

PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Direction Départementale
des Territoires et de la Mer

Service Economie Agricole

Unité Modernisation Filières
Crises conjoncturelles

Dossier suivi par :
Dominique COUTEAU

☎ : 04.68.38.10.30.
✉ : dominique.couteau
@pyrenees-orientales.gouv.fr

Perpignan, le 7 novembre 2017

ARRETE PREFECTORAL
n° PREF/DCL/BCUE/2017311-0004
modifiant et complétant les prescriptions de
l'arrêté n° 46/1998 du 06/01/1998
autorisant l'activité de la cave
« les Vignerons de Baixas - Dom Brial »
sur la commune de BAIXAS
au titre de la réglementation des installations
classées pour la protection de l'environnement

LE PREFET DES PYRENEES-ORIENTALES Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de l'Environnement, notamment la partie du livre I se rapportant à l'autorisation environnementale et le livre V titre premier relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 46/1998 du 06 janvier 1998 autorisant la SCAV Vignobles Dom Brial à exploiter une installation de préparation et de conditionnement de vin ainsi qu'une station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles sur le territoire de la commune de BAIXAS ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 802 du 18 mars 2003 portant modification de l'arrêté n° 46/1998 ;

Vu la correspondance du 10 mai 2017 de la SCAV Vignobles Dom Brial portant à la connaissance du préfet les modifications qu'elle envisage d'apporter à son installation et le plan d'épandage annexé réalisé par la chambre d'agriculture de l'Aude et référencé OPE.COS.ENR.19.31.01.17 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement en charges des installations classées vinicoles dans le département des Pyrénées-Orientales concluant que les modifications envisagées n'ont pas un caractère substantiel au sens de l'article R 181-45 du code de l'environnement mais doivent être encadrées par des prescriptions complémentaires et/ou modificatives ;

Vu les avis favorables de l'INAO en date du 20 juin 2017 et de l'ARS en date du 31 août 2017 ;

Vu l'évolution du cadastre et des références parcellaires intervenues sur la commune de Baixas après 1998 ;

Considérant que la nature et l'importance des installations de la SCAV Vignobles Dom Brial à BAIXAS, leur voisinage, les niveaux de nuisances et de risques résiduels, définis sur la base des renseignements et engagements de l'exploitant dans son dossier de demande, nécessitent la mise en œuvre d'un certain nombre de précautions permettant de garantir la préservation des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement susvisé ;

Adresse Postale : Hôtel de la Préfecture - 24 quai Sadi-Carnot - 66951 PERPIGNAN CEDEX

Téléphone : ⇨ Standard 04.68.51.66.66

Renseignements :

⇨ INTERNET : www.pyrenees-orientales.pref.gouv.fr
⇨ COURRIEL : contact@pyrenees-orientales.pref.gouv.fr

Considérant que la demande et les engagements de l'exploitant doivent être complétés par des prescriptions d'installation et d'exploitation indispensables à la protection des intérêts visés l'article L.511-1 du Code de l'Environnement susvisé, y compris en situation accidentelle ;

Considérant l'absence d'observation de la SCAV Vignobles Dom Brial au projet d'arrêté qui lui a été présenté ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Orientales,

ARRÊTE

Article 1 : Objet de l'arrêté

Monsieur le Président de la SCAV Vignobles Dom Brial, dont le siège social est situé au 14 de l'avenue Maréchal Joffre à BAIXAS 66390 est autorisé à apporter les modifications à son installation vinicole située même adresse, conformément à son dossier de « porter à connaissance » et sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Article 2 : Modifications apportées

Les articles ci-après remplacent les articles des numéros correspondant dans l'arrêté n°46/1998 du 06 janvier 1998 :

.../...

Article 1.6 Emplacement des installations

Les installations autorisées sont implantées sur la commune de BAIXAS.

Unité de production : parcelles cadastrées sous les numéros B3879, A3384, B3608, A3231, AB96, AB101, AB103, AB104, AB150, AB151 et AB152 ;

Unité de traitement : parcelles cadastrées sous les numéros B1616, B1619, B1620, B3898 et B3993 ;

Unité d'épandage des effluents : parcelles cadastrées sous les numéros AA0052 et AA0067.

article 1.7 Textes réglementaires applicables

Sans préjudice des autres prescriptions figurant dans le présent arrêté, les textes suivants sont applicables à l'exploitation des installations :

- arrêté ministériel du 03 mai 2000 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées sous la rubrique 2251 ;
- décret N° 94.609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages ;
- arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

.../...

Article 3 : Prescriptions supplémentaires

L'article ci-après est inséré dans l'article 3 de l'arrêté n°46/1998 du 06 janvier 1998 :

.../...

article 3.7 Epandage

Avant tout épandage, le programme d'épandage est complété par les éléments suivants :

- la définition d'un point de référence dans chaque îlot cultural présentant une surface homogène exploitée par chaque agriculteur ayant contractualisé l'épandage ;
- une analyse du sol de chacun de ces points de référence conforme en tous points aux annexes IIIa et IIIc de l'arrêté ministériel du 03 mai 2000 ;
- une analyse de l'effluent présentant des teneurs inférieures aux valeurs seuil de l'ensemble des éléments de caractérisation de la valeur agronomique mentionnés à l'annexe IIIc – I de l'arrêté ministériel du 03 mai 2000 et des paramètres du tableau suivant (composés-traces organiques) :

Composés-traces organiques	Valeur Limite ou effluents dans les déchets (mg/kg MS)		Flux cumulé maximum apporté par les déchets ou effluents en 10 ans (mg/m ²)	
	Cas général	Epandage sur pâturage	Cas général	Epandage sur pâturage
Total des 7 principaux	0,8	0,8	1,2	1,2
PCB (*)	5	4	7,5	6
Fluoranthène	2,5	2,5	4	4
Benzo(b)fluoranthène	2	1,5	3	2

(*) PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180

L'épandage est conditionné à l'existence d'un contrat liant l'exploitant, producteur de déchets réalisant personnellement l'opération d'épandage aux agriculteurs exploitant les terrains. L'épandage est réalisé par transport en citerne tractée dont la vidange progressive permet une répartition régulière et uniforme de l'effluent sur le sol. Cet épandage ne nécessite aucune disposition complémentaire d'enfouissement.

Les effluents à épandre correspondent exclusivement au surnageant des bassins d'évaporation forcée de l'exploitant. Leur temps de séjour prolongé incluant un brassage, un mélange/uniformisation, une phase de décomposition et une phase de décantation leur permet impérativement de présenter des teneurs inférieures aux seuils suivants :

- DCO inférieure à 1800 mg/l
- DBO5 inférieure à 200 mg/l
- azote total inférieur à 100 mg/l

L'épandage est autorisé uniquement entre le 01 avril et le 15 août de chaque année.

L'effluent est épandu à la charge maximum de 300 m³/ha/an.

Le cahier d'épandage contient l'ensemble des informations mentionnées à l'article 32 – II – 1° de l'arrêté ministériel du 03 mai 2000. Il est tenu à la disposition de l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées vinicoles.

Le bilan annuel mentionné à l'article 32 – II – 2° de l'arrêté ministériel du 03 mai 2000 est nécessaire uniquement les années où l'épandage est pratiqué. Dans ce cas, il est adressé chaque année avant la vendange à l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées vinicoles.

Une analyse de l'effluent est réalisée dans le mois précédent l'épandage (pas d'analyse si pas d'épandage et réciproquement) :

- chaque année sur les paramètres suivants : DCO, DBO5 et azote total ;
- après chaque modification significative des procédés ou des traitements mis en œuvre à la cave, susceptible de modifier la composition des effluents (déversement accidentelle de substances dangereuse – utilisation de nouveaux produits avec rémanence...) ou tous les 10 ans au maximum pour tous les éléments de l'analyse initiale de l'effluent visée au présent article.

Une analyse de sol des points de référence est réalisée après l'ultime épandage (c'est à dire lorsque la parcelle est définitivement retirée du programme d'épandage de la cave) ou tous les 10 ans au maximum. Celle-ci porte sur les éléments de l'analyse initiale du sol visés au présent article.

.../...

Article 4 : Affichage et communication des conditions d'autorisation

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée auprès de la mairie de BAIXAS et pourra y être consultée ;
- une copie de cet arrêté est affichée pendant une durée minimum d'un mois dans cette mairie.

L'arrêté doit être affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet des services de l'État dans le département des Pyrénées-Orientales pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 5 : Ampliation

Le secrétaire général de la Préfecture des Pyrénées-Orientales, l'inspecteur des installations classées, le président de la SCAV Vignobles Dom Brial, le maire de BAIXAS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet
Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général


Ludovic PACAUD

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois, par le pétitionnaire, à compter de la date à laquelle la décision a été notifiée et dans un délai de 4 mois par les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions dans les conditions des articles L. 181-17 et R181-50 à R181-52 du Code de l'Environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.